

### **“ L’Empire HIMA/TUTSI ”**

La crise de la région des Grands Lacs est complexe. Le jeu des héritages historiques, anciens, coloniaux et récents, doit être démêlé. La logique de génocide qui a triomphé en 1994 au Rwanda s’inscrit dans un contexte social, démographique, économique, politique et idéologique sur lequel déjà des dizaines d’ouvrages ou d’articles ont été publiés. Mais on observe ces derniers temps que, dans certains cercles politiques ou médiatiques, une explication simple a été trouvée. Tout serait dû à un plan de domination de l’Afrique centrale par les Tutsi-Hima. Tout s’expliquerait par l’ambition et la malignité de ce peuple diabolique. Le livre récente de Bernard Debré, *Le retour du mwami*, s’inscrit tout à fait dans cette vision.

Chacun peut voir le côté sulfureux de ce type d’interprétation par l’identification d’un bouc émissaire sous la forme d’un groupe héréditairement coupable et qui, même s’il connaît les sommets de la souffrance, est présenté comme un bourreau primordial. Les historiens connaissent en outre le côté artificiel et spécieux des explications par une théorie du complot. Au XIXe siècle, un prêtre français avait eu un certain succès en expliquant que la Révolution de 1789 n’était autre qu’un complot franc-maçon.

Donc, quelques explications sont nécessaires pour situer cette théorie de l’empire tutsi ou hima. Il faut d’abord rappeler tout simplement que le terme tutsi désigne une catégorie de la population au Rwanda, au Burundi et au Buha (la région tanzanienne voisine de la frontière est du Burundi) et que le terme hima désigne pour l’essentiel (je reviendrai sur des nuances) une catégorie de la population dans une série d’anciens royaumes de l’Ouest de l’Ouganda et du Nord-ouest de la Tanzanie : Bunyoro, Ankole, pays haya autour de Bukoba. Ces groupes se caractérisaient autrefois par la prédominance des activités pastorales et par un rôle dominant (avec toutes sortes de nuances selon les cas) dans la vie politique de ces royaumes, tels qu’on les connaît pour les 18e et 19e siècles. Les Hima et les Tutsi se sont largement fondus dans la vie sociale en Ouganda et en Tanzanie et n’y ont pas de place politique significative. La question des Tutsi s’est au contraire posée comme on sait au Rwanda et au Burundi, sous la colonisation comme depuis les indépendances. Il faut noter aussi que dans ces deux cas, ils représentaient 15 à 20% de la population, ce qui n’est pas négligeable, alors que dans les territoires ex-britanniques ils ne représentaient que quelques %.

#### **Les prémisses :**

- Le thème du complot tutsi semble s’être manifesté pour la première fois au début des années 1960 au Kivu-Nord, donc au Congo, dans le cadre des rivalités locales pour le contrôle politique de la région. Dans l’ambiance de mobilisation ethnique qui a suivi très rapidement la disparition de Lumumba, le clivage essentiel de cette région opposait d’une part les populations qui se jugeaient autochtones et d’autre part l’ensemble des Rwandophones (soit habitants d’anciennes chefferies du

royaume rwandais, soit issus des migrations du travail sous la colonisation, soit membres de la diaspora tutsi qui avait fui la Révolution sociale rwandaise de 1959-61). C'est entre 1962 et 1965, alors que se discute l'organisation administrative du Kivu, que de premiers tracts ont circulé dénonçant des "plans" rwandais. Cela recommence à la fin des années 70 et au début des années 80. Chaque fois ces rumeurs coïncident aussi avec des débats sur la définition de la nationalité : constitution de 1964, loi sur la nationalité de 1981. Cette agitation s'explique aussi par l'influence prise par certains Tutsi rwandais dans l'entourage de Mobutu (qui les utilise) et par la propagande encouragée depuis Kigali par le régime de la République hutu, dont les relais dans la régions sont certaines coopératives rurales (Magrivi notamment).

- Ces campagnes xénophobes contre les Rwandais en général et les Tutsi en particulier ne pourraient se comprendre sans l'environnement idéologique régional hérité de la colonisation, omniprésent dans la littérature sur la région interlacustre depuis les années 1930, déterminant dans les choix de la politique dite d'administration indirecte et présent dans la formation (écoles, églises, etc.) des nouvelles élites. La thème essentiel en est la dichotomie raciale entre paysans bantous et éleveurs hamites, autochtones et conquérants, anciens serfs et anciens seigneurs. Inutile de revenir ici sur cet aspect, abondamment développé par ailleurs. Une simple remarque sur le mot " hamite " : il fonctionne dans la littérature africaniste depuis la fin du XIXe siècle et il n'a commencé à être disqualifié scientifiquement que depuis les années 1960 par les linguistes, les anthropologues et les historiens. Ce mot a été forgé d'après la graphie allemande ou anglaise du nom du troisième fils de Noé dans la Bible, Cham en français. Depuis le haut moyen âge, s'était développée l'idée que tous les Noirs étaient fils de Cham et maudits en vertu d'une lecture, d'ailleurs très détournée, du texte de la Genèse. Au XIXe siècle, au fur et à mesure de la pénétration du continent, qui amène à mieux distinguer États et populations, un schéma racial s'impose, distinguant les "Nègres en tant que tels" et les "Hamites". Cette fois le nom de Ham est utilisé désigner des peuples qui auraient, de près ou de loin des ancêtres venus du proche Orient, c'est-à-dire du domaine couvert par le texte biblique. Les Hamites seront des Africains de race supérieure, sur les plans physique, culturel et politique. On y met en vrac les Berbères, les Égyptiens, les Éthiopiens, les Peuls, mais aussi parfois les Fang du Gabon, les fondateurs de Zimbabwe, etc. Dans un manuel réédité sans cesse entre 1930 et 1966 (traduit en français en 1935), *Races of Africa*, l'ethnologue anglais Charles Seligman écrivait : "Les civilisations de l'Afrique sont les civilisations [...] des envahisseurs hamites, des Caucasoïdes pastoraux, arrivés vague après vague, mieux armés et d'esprit plus vif que les agriculteurs nègres".

Les Tutsi et les Hima de la région des lacs ont été classés dans ce même groupe et assimilés aux Galla d'Éthiopie, selon un mécanisme de projection raciale sur lequel une littérature existe par ailleurs (J.P. Chrétien, Cl. Vidal, D. Franche, etc.)

Une remarque d'ordre sémantique ou/et phonétique doit être faite à ce propos. Un rapprochement est souvent fait, soit explicitement, soit de manière indirecte, suggérant que les mots hamite et hima, en fonction de l'allitération h-m- , seraient quasi identiques. C'est évidemment un

simple jeu de mots, mais dans le domaine des fantasmes raciaux, ce genre de rapprochement fonctionne, au moins dans le subconscient.

- Cette idéologie raciale, en vogue sous la colonisation, n'a pas été abolie au moment des indépendances, bien au contraire, pour des raisons culturelles et politiques : fermeture intellectuelle du Ruanda-Urundi sous tutelle belge à toute influence jugée subversive (ni Voltaire, ni Marx pour simplifier...) ; et intériorisation du schéma racial bantou-hamite par la première génération lettrée, c'est-à-dire par les élites burundaises et surtout rwandaises des années 1950. La "Révolution sociale" rwandaise s'est donc réalisée sur un double registre social et racial, avec la bénédiction de l'Église : c'était la revanche du "menu peuple" hutu, du "vrai peuple" rwandais autochtone. Sur ce sujet aussi la littérature existe et il est inutile d'insister. Mais cela a donc signifié la reproduction officielle du modèle du Tutsi conquérant, entretenu par la République rwandaise et par les mouvements hutu du Burundi. L'exil de centaines de milliers de Tutsi rwandais, la crispation sécuritaire tutsi au Burundi sont venus conforter cette image : ces féodaux avaient vocation à nomadiser et à être guerriers. CQFD.

- Revenons au terme hima. Il fonctionnait dans les anciennes sociétés de l'Ouest de l'Ouganda et du Nord-ouest de la Tanzanie, on l'a vu . Néanmoins il n'était pas ignoré au Rwanda et au Burundi. Au Rwanda il désignait des groupes d'éleveurs, présents au nord-est du pays, et apparentés aux Hima de l'Ankole (plus précisément Nkore), un royaume intégré au protectorat d'Ouganda dans les 1890. Ces Hima du Rwanda étaient marginaux dans la société, sans influence politique. Beaucoup ont été massacrés en octobre 1990 dans le Mutara, en représailles du raid du FPR.

Au Burundi le terme hima désignait un groupe de clans tutsi, très minoritaires, implantés un peu partout, même si ceux du Sud ont souvent été mis en exergue. Ces clans étaient réputés bons éleveurs, mais ils étaient relativement marginalisés dans l'ancienne société burundaise : interdit de mariage avec les princes de sang royal et avec les grands clans tutsi, divers interdits culturels, des stéréotypes sur leur nonchalance supposée. Or depuis 1966, avec le premier coup d'État militaire et la proclamation de la République, les présidents successifs, Michel Micombero (clan des Bartyaba), Jean-Baptiste Bagaza (clan des Bashingo) et Pierre Buyoya (clan des Bartyaba) ont été des Hima. Un certain nombre de Hima se sont distingués dans leurs entourages, notamment sous Bagaza (avec notamment le superministre des affaires économiques Nyaboya et son clan influent des Bayanzi, un homme resté fidèle à Bagaza et aujourd'hui membre de son parti Parena, très actif à l'étranger contre Buyoya). Comme on le voit, ces Hima proches du pouvoir sont divisés en factions politiques rivales et, surtout, ce ne sont pas "les Hima" en tant que tels qui ont constitué le groupe dominant au Burundi depuis cette époque, ce sont, globalement, les Tutsi du sud du pays, ou plus précisément la faction "régionaliste" politico-militaire dite de Bururi (nom de la province méridionale).

Là encore des clichés ont été entretenus à plaisir : on oppose parfois les Bahima aux Banyaruguru. Ce dernier terme, qui désigne les Tutsi non hima renvoyait à une notion essentiellement politique : il s'agissait littéralement des "gens d'en haut" au sens politique du terme,

de proximité de la cour royale. Comme le mot *ruguru* signifie aussi le “nord” depuis que les livres de géographie existent en kirundi (le nord est en haut...) et que des Hima connus venaient du sud, on oppose les “Bahima du sud” et les “Banyaruguru du nord”. Cette confusion géographico-clanique montre encore le poids des simplifications à connotation raciale dans le regard porté sur cette société africaine. Précisons : la question régionaliste existe bel et bien au Burundi, mais la dénonciation du lobby de Bururi n’y a pas réellement dérivé en une dénonciation d’un pouvoir hima. Ce thème reste essentiellement un discours d’observateurs étrangers. Mais la propagande hutu extrémiste le reprend volontiers, car le terme hima renvoie à Hamite, avec les connotations que l’on a vues. Donc on peut lire dans des tracts politiques que le Burundi est sous un pouvoir “tutsi-hima du sud”.

- Un dernier élément a aidé à faire prendre la mayonnaise hima dans la politique régionale. Il se situe cette fois en Ouganda. Le président Museveni, arrivé au pouvoir en 1986, est, par son père, un Hima de l’Ankole, plus précisément issu d’un petit clan hima de la région dite du Mpororo, qui était un ancien petit royaume partagé entre Nkore et Rwanda. Même si l’idéologie de Museveni est essentiellement nationaliste, avec pendant longtemps, une forte connotation marxiste et anti-impérialiste (l’orientation des militants de la “ligne de front” contre l’apartheid à Dar-es-Salaam), et même si ses appuis essentiels dans la guérilla (entre 1981 et 1986) ont été les populations bantouphones du sud de l’Ouganda, les partisans des militaires (tradition Amin Dada) et de Milton Obote étant plutôt implantés chez les populations de langues nilotiques du nord, les adversaires de Museveni ont néanmoins exploité son origine familiale (sa mère serait en outre d’origine “rwandaise”) pour en faire un “Hima-Tutsi”. En outre Museveni a effectivement obtenu des aides du président burundais Bagaza durant la guerre civile, dans le cadre d’une politique anti-Habyarimana de ce dernier. Bagaza ne digérait pas les avanies subies au sommet franco-africain de Kigali en 1979 : distribution de tracts anti-burundais, appuis officiels du régime de Kigali à la propagande du parti Palipehutu, etc. Cette stratégie, dans un cadre idéologique et stratégique bien concret, n’a rien à voir avec un cousinage supposé de Bagaza et de Museveni, mais cette amitié réelle (et semble-t-il durable) a elle aussi été interprétée en termes raciaux et l’interprétation est trop facile pour ne pas séduire.

Donc tout l’argumentaire des ambitions hima ou de l’empire tutsi était prêt quand éclate la crise des années 1990

#### **Un aspect essentiel de logique du génocide de 1994**

- Dès novembre 1990, le périodique extrémiste *Kangura* reprend ce thème du plan tutsi de colonisation de l’Afrique centrale. Il ressort un texte prétendument trouvé en août 1962 au Nord-Kivu. Cet article précède d’un mois la sortie des "Dix commandements du Hutu" justifiant la discrimination et l’exclusion à l’égard des Tutsi, décrits comme envahissant la société par l’argent et par les femmes.

Dans ses publications officielles, le régime Habyarimana fait sienne cette théorie. Un dépliant de 14 pages en couleur est publié en février 1991 sous le titre "Toute la vérité sur la guerre d’octobre

1990 au Rwanda", sous la signature d'un des principaux responsables du MRND, le professeur Mugesera (qui s'illustrera en novembre 1992 par son fameux discours appelant à renvoyer les Tutsi en Abyssinie, sous forme de leurs cadavres jetés dans la Nyabarongo). Ce dépliant attribue au FPR la volonté "d'instituer dans la zone bantoue de la région des Grands Lacs (Rwanda, Burundi, Zaïre, Tanzanie, Uganda) un vaste royaume Hima-tutsi, ethnique qui se considère supérieure, à l'instar de la race aryenne et qui a pour symbole la croix gammée d'Hitler" (*sic*).

En avril 1991, *Kangura* reprend un vieux mythe qui fondait la tripartition entre Batwa, Bahutu et Batutsi selon les activités pour expliquer qu'il traduit la volonté éternelle de domination tutsi dans la région : avec l'aide du "Tutsi Museveni" le FPR voudrait rétablir une féodalité tutsi (cf. *Les médias du génocide*, p. 166). En décembre 1991, toujours dans *Kangura*, un article revient à la charge sur "le grand empire hamite", "calqué sur le mythe aryen" que "l'ethnie tutsi veut installer en Afrique centrale". Un autre signale que tous les pays de la région, conscients de cette menace, vont se liguer avec les Hutu et il cite le Zaïre et le Kenya. En 1992 *Kangura* commence à sortir une version dite "magazine" international, en fait à l'usage de la région et notamment de la propagande *Hutu power* au Burundi, où il dénonce l'alliance Buyoya-Museveni-FPR pour "la constitution d'un royaume hima-tutsi de l'Afrique centrale". Quand on sait combien le FPR en veut toujours à Pierre Buyoya d'avoir organisé des élections en 1993 au Burundi, cette accusation fait sourire, mais la thèse du complot, en Afrique comme en Europe, marche bien. Sur place, cette dénonciation du "plan tutsi" vise à conscientiser et mobiliser tous les Hutu autour des thèses du Hutu power : "Que les peuples bantous en général et hutu en particulier prennent conscience de l'imminence de leur humiliation par les Hima-Tutsi et fassent tout ce qui est en leur pouvoir et savoir pour garder la tête haute". Le journaliste Bonaparte Ndekezi écrit en février 1992 :

#### "PEUPLES BANTOUS DU MONDE ENTIER UNISSEZ-VOUS

"Il existe effectivement un plan diabolique mis au point par l'ethnie tutsi et ses apparentés et visant l'extermination systématique des populations bantoues ainsi que l'extension de l'empire nilotique, de l'Éthiopie du Nord-ouest et de Douala aux affluents du Nil et à l'embouchure de Djouba, du Gabon au Lesotho en passant par les vastes cuvettes du Kongo, les fossés tectoniques de la Tanzanie, les hauts massifs du Kenya, le littoral du Cap et la chaîne de Drakensberg. Cette croisade a déjà fait du chemin dans le Kivu, en Uganda du Hima Museveni et surtout au Burundi....

Qu'attendent dès lors ces peuples bantous pour se prémunir contre ce génocide savamment et minutieusement orchestré par les chamitiques avides de sang et de conquêtes barbares et dont les leaders disputent la médaille d'or en cruauté avec l'empereur Néron de Rome..."

En juin 1993, le journal extrémiste *Kamarampaka* explique aussi qu'il existe une "Tutsi international protection" et qu'il faut donc créer aussi une "Hutu international protection".

- La radio RTLTM reprendra la même veine pour cautionner le génocide en cours. Son rédacteur en chef Gaspard Gahigi explique le 3 juin 1994 que "Museveni a le projet d'asseoir un règne des Tutsi, qu'il a appelé le Himaland, qui partirait de l'Ouganda, descendrait au Rwanda et engloutirait le Nord du Burundi, et prendrait même la région au nord du Zaïre, appelée le Nord Kivu" (voir *Médias du génocide*, pp. 172-173). La RTLTM développe aussi dès avril la thèse du

complot belgo-américain dans l'attentat du 6 avril, reprenant les termes d'un texte diffusé le 12 avril suivant par un groupuscule d'opposants ougandais basés aux États-Unis, l'*Uganda democratic coalition* sous le titre "Who are behind the Rwanda crisis ?" où on pouvait lire (p. 3) : "...les efforts de Museveni pour déstabiliser l'Afrique de l'Est en tentant de rétablir une dynastie tutsi précoloniale" (et p. 6) : "... son objectif d'une dynastie tutsi dans la région est complémentaire de ses intérêts commerciaux dans le commerce d'arme...". La diplomate américaine Prudence Bushnell (l'actuel ambassadeur à Nairobi) était tout particulièrement prise à partie dans ce tract et ensuite sur la RTLTM.

- Dès le lendemain du génocide, la propagande négationniste a enfourché le même cheval, sous la rubrique : ce n'était pas un génocide, mais une guerre des Hutu contre les Tutsi, voire des Bantous contre les Hamites. Dans une lettre à Jean-Paul II du 15.8.1994, intitulée, "Cri de détresse des grands séminaristes rwandais réfugiés" à Goma, on lit : "Le FPR serait en train de réaliser le plan d'une complicité internationale, qui, comme la presse l'a soupçonné, consisterait à créer un empire Hima au centre de l'Afrique ; visées qui semblent se concrétiser avec l'occupation actuelle du Rwanda par des populations venues de l'Uganda, du Burundi, ainsi que par l'instabilité grandissante chez nos voisins du Burundi." En novembre 1994, une Association des journalistes rwandais, basée également à Goma et où on retrouvait des ténors de *Kangura* et de la RTLTM, publie dans son bulletin, *Amizero-L'Espoir* : "La vérité... sur le Tutsiland [que le FPR imagine de créer] après avoir appelé tous les Tutsis du monde à revenir au Rwanda et à laisser mourir les Hutus à l'extérieur." Les premiers textes du RDR (Rassemblement pour la démocratie et le retour des réfugiés), issu du MRND et appuyé par l'État-major des FAR en exil, ceux aussi du CRAD (Comité rwandais d'action démocratique, fondé comme le RDR, qu'il précède, par l'ancien ministre de Habyarimana, François Nzabahimana) et ceux de leurs appuis belges du CVP (Parti chrétien social flamand) l'attestent : ils parlent de "la guerre imposée au Rwanda", des "enjeux géostratégiques, économiques et linguistiques inavoués... d'un complot anglo-saxon" "mis en place pour l'Uganda (Voir *Le défi de l'ethnisme*, pp. 307-308).

Mais depuis 1993-1994, les tenants de la "rationalité" du génocide savent aussi quels arguments ils doivent employer pour toucher certains de leurs amis extérieurs. Les thèses développées d'abord par la mouvance du Hutu power, pour conditionner leur propre opinion à la justification de l'extermination des Tutsi, ont fini par influencer, on va le voir, certains cercles étrangers, et ensuite, comme dans un effet de feed-back, les tenants obstinés du Hutu power peuvent invoquer des thèses censées être reconnues de par le monde. Le fantasme, en s'étendant, finit par s'autoconforter et même par prendre corps, les acteurs locaux étant de plus en plus piégés par cette logique raciale.

### **L'internationalisation d'une idéologie régionale**

- C'est au printemps de 1993 que l'on voit cette propagande trouver des échos dans certains médias français, par exemple *Le Monde* et le *Canard enchaîné*. A la suite de la reprise des hostilités

et de la nouvelle offensive du FPR de février 1993 (suivant les pogromes de 1992-93 couverts par le régime Habyarimana), deux thèmes apparaissent pour la première fois clairement en France : celui d'une guerre menée en fait par les Anglo-saxons contre un pays francophone, d'autre part l'assimilation du FPR à des "Khmers noirs". Gérard Prunier signale également cette campagne dans son livre sur le Rwanda. J'avais à l'époque écrit à la rédaction du *Monde* pour m'étonner du style très particulier de ces "informations" diffusées notamment sous la signature de Jacques Isnard, qui ne cache pas que ses sources se situent souvent dans des services de renseignement. Au niveau officiel, comme dans les médias, on a donc fait en France d'avantage écho à cette vision qu'au rapport précis de la FIDH, diffusé en mars 1993, sur les crimes commis par des milieux proches du pouvoir au Rwanda. Par ailleurs en avril, la revue *Marchés tropicaux* publiait un article de Philippe Decraene, ancien journaliste au *Monde*, directeur du CHEAM et proche de François Mitterrand, sous le titre "Impasse militaire, diplomatique et politique au Rwanda" où il défendait la logique de l'intervention française. Il concluait en ces termes :

"On comprend l'extrême complexité des prolongements de ce que certains diplomates appellent pudiquement "l'affaire rwandaise". Sans compter qu'au delà de la volonté hégémonique des Tutsi au Rwanda et au Burundi, c'est celle des Hima, vaste ensemble ethnique dont les Tutsi ne constituent qu'un modeste rameau qui prend corps du Soudan à la Tanzanie, en passant par l'Ouganda et le Kenya".

On croirait lire *Kangura*.

- L'évolution de la situation au Zaïre entre octobre 1996 et mai 1997 ont évidemment donné corps à ce fantasme. Comme les Banyamulenge du Sud -Kivu et les Tutsi du Nord Kivu, persécutés de plus en plus depuis 1994 (massacres du Masisi du printemps 1996), se sont révoltés, avec l'appui du nouveau Rwanda, décidé à casser les camps de réfugiés où se préparait ouvertement la revanche pour achever le génocide, cette conjoncture, qui s'analyse parfaitement au niveau des différentes données de la situation régionale, est devenue comme une nouvelle preuve du complot mondial des Tutsi. Le retour au pouvoir du major Buyoya au Burundi en juillet 1996 pouvait aussi être exploité de cette façon, si on ferme les yeux sur l'impasse totale où se trouvait ce pays sous la gestion incohérente du président Ntibantunganya dans le cadre d'une "convention de gouvernement" de septembre 1994, fruit d'un compromis de façade entre des factions extrémistes des deux bords.

- Une série d'observations permettent pourtant de mesurer le caractère fantaisiste de la thèse du complot tutsi/hima. Le Burundi de Buyoya subit depuis juillet 1996 un embargo régional dont le promoteur est certes l'ancien président tanzanien Nyerere, mais qui a reçu le soutien actif, et aussi virulent, du président ougandais Museveni. Ce dernier a fait à plusieurs reprises, par exemple devant les étudiants rwandais à Butare en 1997 ou plus récemment dans une conférence de presse en 1998, des déclarations incendiaires contre le régime Buyoya. Ce dernier a toujours été très mal reçu à Kampala, etc. Or le reproche essentiel de Museveni, dont la presse officieuse ougandaise comme le journal *New Vision* s'est fait l'écho, c'est la mollesse de Buyoya, sa recherche du compromis et ses

relations avec les pays occidentaux : il lui est notamment reproché d'avoir organisé des élections multipartites en juin 1993.

Quant à la chute de Mobutu, chacun sait aujourd'hui qu'elle a été le fruit d'une véritable coalition de tous les pays de la région : Angola, Zambie, Tanzanie, Ouganda, Rwanda, Éthiopie, Érythrée... On sait les déceptions et les contradictions qui ont suivi dans ce front de "la nouvelle Afrique". Le jeu américain, si souvent dénoncé et parfois non sans raison, s'est en fait manifesté à partir de 1994, face au vide laissé dans la région par la disqualification de fait (certains diront justifiée) de la France et de la Belgique devant la tragédie rwandaise.

Le racisme antitutsi est manifestement un outil bien rodé dans cette région. Il a fonctionné successivement avec le régime Mobutu (un livre du ministère zairois de l'information dénonce au début de 1997 "l'idéologie raciste et hégémoniste des Tutsis qui veulent régner sur tous les Bantous des environs des Grands Lacs"), puis dans l'opposition au nouveau régime et aujourd'hui dans l'entourage Kabila, avec l'espoir d'occulter ainsi les contradictions dans lesquelles patauge la société et la politique congolaises. Encore une fois il est toujours dangereux de rendre compte d'une série de situations spécifiques par la théorie du complot, surtout quand ce complot est décrit en termes évidemment racistes.

- Je crois utile de mentionner à ce propos le jeu idéologique d'une sorte de secte politique qui s'intitule "Nouvelle solidarité", car elle illustre mon propos et n'est pas totalement étrangère à la diffusion du fantasme que j'analyse ici. Cette organisation, qui mêle intégrisme d'extrême droite et populisme tiers-mondiste, est active aux États-Unis (sous la direction de Lyndon Larouche), en Allemagne (où Madame Larouche est très active en Rhénanie, avec un petit parti dit *Europäische Arbeiterpartei*) et en France (avec Jacques Cheminade, candidat aux dernières élections présidentielles). La théorie de ce groupe est la suivante : la grande crise financière mondiale, sorte de fin du monde, approche. Dans cette perspective, les maîtres de la planète, à savoir Wall Street, la City de Londres et leurs "antennes" (ONU, Banque mondiale, famille royale d'Angleterre, écologistes...) se préparent un domaine de repli pour passer la tempête : ce domaine est l'Afrique. Pour vider ce continent de ses trop-pleins d'habitants, des massacres y sont donc favorisés. Le génocide du Rwanda a ainsi été préparé par les Anglo-saxons avec leur pion Museveni. Cette organisation a assuré des réunions, notamment en Allemagne l'été de 1996, où on retrouvait tout le gratin des leaders des tendances hutu extrémistes du Rwanda et du Burundi. De temps en temps, on voit émerger ces idées dans tel courrier de lecteur, tel article, ou dans les colonnes de *Africa international*. Ce curieux mensuel combine la défense insistante des thèses du Hutu power (jusqu'à reprendre dans son numéro de mai 1994 le dossier jugé "accablant" du complot belgo-américain dans l'attentat du 6 avril, jusqu'à dénoncer en 1996 l'arrestation de Bagosora à Yaoundé ou le fonctionnement du tribunal d'Arusha) et, en principe, celle des intérêts de la francophonie, tout cela publié sur papier glacé en couleur malgré une clientèle restreinte, ce qui pose des questions d'ordre financier. On pourrait citer aussi un organe "tiers-mondiste" de Francfort, *Novo*, qui voit dans le tribunal d'Arusha la main hégémoniste des États-Unis.

L'organisation "Nouvelle solidarité" cherche à gagner notamment des étudiants africains, à Paris ou ailleurs (j'en ai eu plusieurs échos) et un de ses principaux porte-parole est l'ancien président ougandais Godfrey Binaisa qui, dans une "lettre ouverte à la jeunesse d'Ouganda" du 8 juin 1994, écrivait : "Pour lui [Museveni], le Rwanda placé sous un cousin tutsi, alors qu'il est Hima d'Ouganda et que les deux appartiennent au même groupe ethnique, dépendrait du président Museveni sur beaucoup d'aspects", et : "Rappelez-vous que ceux d'entre vous qui ne sont ni hima, ni tutsi, sont tous hutu, ou bairu (esclaves en anglais), quelle que soit la partie de l'Ouganda où vous êtes nés".

Tout cela peut faire sourire, mais ce genre de mouvement sectaire peut, sur des questions mal connues parfois de l'opinion publique, prétendre faire des révélations et jouer un rôle organique dans des montages considérés ensuite comme des idées reçues. Depuis que j'ai vu prendre au sérieux le thème de l'empire hima, je n'ai plus envie de sourire devant ce genre d'élucubrations.

- En conclusion, il faut être attentif au fait que l'idéologie analysée ici à grands traits n'est pas un ethnisme parmi d'autres, c'est véritablement une idéologie à vocation plus large que le seul cas des Grands Lacs, qui fonctionne comme un authentique courant raciste, au même titre que l'idéologie opposant Aryens et Sémites dans notre Europe du XXe siècle.

On retrouve des échos de cette idéologie dans différents pays d'Afrique, confrontés, soit plus ou moins directement au problème rwandais, par le biais de groupes de réfugiés, soit tout simplement confrontés à des problèmes sociaux et politiques qu'il est tentant d'occulter par ce type de nuage de fumée. On m'a cité des réunions à Dakar, Abidjan ou Brazzaville, où ressortaient les vieilles lunes de l'anthropologie raciale du XIXe siècle : l'opposition naturelle des Forestiers et des Sahéliens, etc.

En France, comme dans d'autres pays européens, le succès de ces simplifications raciales peut être dû à la seule paresse ou à la légèreté intellectuelle : quand, par exemple, le *Figaro* du 1er novembre 1996, met en hachures les "zones dominées par les Tutsis" où il fait figurer évidemment Rwanda, Burundi, Est du Zaïre, mais aussi tout l'Ouganda ; ou quand Alexandre Adler, bon connaisseur de l'Europe de l'est, croit pouvoir proposer dans le *Courrier international* (décembre 1994 et novembre 1996) une géopolitique raciale de l'Afrique, en associant dans un même projet les "royaumes combattants" du haut-Nil, les "aristocraties armées tutsi", John Garang du Sud-Soudan, l'Éthiopie, mais aussi Savimbi et les militaires "haoussa-foulani" du Nigeria, Mandela étant déplacé de camp d'un numéro à l'autre.

Il y a des positions moins innocentes. Pourquoi par exemple en octobre-novembre 1995, un Kenyan, envoyé de la fondation anglaise Newick pour la résolution des conflits, est arrivé à Kigali en se présentant en mission de diplomatie parallèle pour Paris, et a, dans le plan mirifique dont il était censé être porteur, proposé que Paul Kagame soit reconnu comme un "king de la région des Grands Lacs" (*sic*) ? Et pourquoi le professeur Bernard Debré reprend-il ce genre de thématique dans son livre ? Pourquoi même a-t-il publié maintenant ce livre ? Je ne reviens pas sur ce que je lui ai dit lors d'une émission de *France-Culture*, ni sur ce que j'ai écrit dans *Libération* en juillet. J'ai néanmoins

été frappé par un aspect des conclusions de ce livre, qui consiste à disqualifier l'idée démocratique, non seulement en Afrique, mais même en France, un peu comme si l'Afrique pouvait devenir un terrain expérimental de futurs totalitarismes, comme Hannah Arendt l'avait déjà dénoncé au début de ce siècle. Il faut malgré tout noter que l'auteur de ce livre se dit redevable et dispose réellement des écrits de l'historien Bernard Lugan, très proche du Front national et qui écrit au début de sa récente *Histoire du Rwanda* (Paris, 1997, p. 27) : "En Afrique comme partout ailleurs dans le monde, la "race" précède l'ethnie. Elle lui préexiste même."

L'empire hima est un leurre historique, mais c'est une représentation idéologiquement située et politiquement active. Et les représentations, contrairement à ce que laisse croire une certaine orientation postmoderne, ne sont pas seulement faites pour être enregistrées, mais aussi pour être analysées et critiquées. Le schéma racial opposant Bantous et Hamites est peut-être devenu "réel" dans les conflits contemporains, il peut cependant être critiqué ou conforté selon les commentaires qu'on en fait dans la presse, dans les livres ou dans la politique.

Le 17 août 1998

Jean-Pierre CHRÉTIEN

#### Bibliographie complémentaire (même auteur) :

"Les deux visages de Cham. Points de vue français du XIXe siècle sur les races africaines d'après l'exemple de l'Afrique orientale", in : P. GUIRAL & E. TEMIME (éds.), L'idée de race dans la pensée politique française contemporaine, Paris, 1977, p. 171-199

"Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi", in : J.L. AMSELLE & E. M'BOKOLO (éds.), Au coeur de l'ethnie, Paris, 1985, p. 129-165.

"Les Bantous, de la philologie allemande à l'authenticité africaine. Un mythe racial contemporain", Vingtième siècle, oct. 1985, p. 43-66.

« L'empire des Bacwezi. La construction d'un imaginaire géopolitique », Annales E.S.C., 1985, 6, p. 1335-1377.

Rwanda : les médias du génocide (en collaboration avec J.F. DUPAQUIER, M. KABANDA et J. NGARAMBE), Karthala, 1995, pp. 162-175..

Le défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi : 1990-1996, Paris, Karthala, 1997, pp. 368-375